

Décision n° 01–227 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 21 février 2001 attribuant des ressources en numérotation à la société Bouygues Telecom (numéros de la forme 06 9B PQ MC DU)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L.36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 1994 portant autorisation d'établissement d'un réseau radioélectrique ouvert au public en vue de l'exploitation d'un service de communication personnelle DCS F3 modifié ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 1998 modifiant l'arrêté du 8 décembre 1994 portant autorisation d'établissement d'un réseau radioélectrique ouvert au public en vue de l'exploitation d'un service de communication personnelle DCS F3 ;

Vu l'arrêté du 17 août 2000 modifiant l'arrêté du 8 décembre 1994 modifié autorisant la société Bouygues Telecom à établir un réseau radioélectrique ouvert au public en vue de l'exploitation d'un service de communication personnelle ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la décision n° 2000–534 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 14 juin 2000 relative à l'évolution du plan de numérotation pour les numéros de téléphone fixes et mobiles à la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ;

Vu la décision n° 2000–535 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 14 juin 2000 dédiant quatre séries de numéros aux services de téléphonie mobile au public fournis dans les départements d'outre-mer et fixant les conditions de migration vers ces séries ;

Vu la décision n° 00–801 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 26 juillet 2000 attribuant des ressources en numérotation à la société Bouygues Télécom ;

Vu la décision n° 00–1312 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 13 décembre 2000 attribuant des ressources en numérotation à la société Bouygues Télécom ;

Vu la demande de la société Bouygues Telecom reçue le 19 janvier 2001 ;

Après en avoir délibéré le 21 février 2001 ;

Décide :

**Article 1er** – Les numéros indiqués ci-dessous :

Numéros de la forme	Département	Numéros de la forme	Département
06 90 36 MC DU	Guadeloupe	06 96 90 MC DU	Martinique
06 90 43 MC DU	Guadeloupe	06 96 91 MC DU	Martinique
06 90 44 MC DU	Guadeloupe	06 96 92 MC DU	Martinique
06 90 45 MC DU	Guadeloupe	06 96 93 MC DU	Martinique
06 90 69 MC DU	Guadeloupe	06 96 94 MC DU	Martinique

sont attribués à la société Bouygues Telecom (Siren : 397 480 930) pour la fourniture, dans les départements correspondants, des services de télécommunications accessibles par les numéros de la forme 05 9B PQ MC DU dont elle est attributaire et dont le B PQ est identique.

**Article 2** – La société Bouygues Telecom acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

**Article 3** – Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

**Article 4** – Au 31 janvier de chaque année, la société Bouygues Telecom adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

**Article 5** – Le chef du service Opérateurs et ressources de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 février 2001

Le Président

Jean–Michel Hubert